

Tunisie Le sursaut d'une nation



Dans les rues
de Tunis,
le 14 janvier

ZHORA BENSEMRA/REUTERS

► Les héros de la rue

Paroles de manifestants ; Mohamed Bouazizi, symbole de la révolution ; Zouhair Yahyaoui, pionnier des cyberdissidents **Pages II-III**

► L'avant et l'après-Ben Ali

Corruption sous Bourguiba ; droits de l'homme bafoués sous Ben Ali ; le système mafieux des Trabelsi ; la jeunesse au pouvoir **Pages IV-V**

► Démographie et économie

Le chômage des jeunes et des diplômés, la plaie du pays ; l'inégale répartition des richesses génère de la rancœur **Pages VI-VII**

► Le grand entretien

Pour Bassma Kodmani, politologue, dans le monde arabe, on voit « l'avènement de sociétés fortes dans des Etats affaiblis » **Page VIII**

Une autre figure du monde arabe

La Tunisie avait déjà donné Habib Bourguiba au monde arabe. L'homme qui négocia l'indépendance au milieu des années 1950 fut longtemps un modèle parmi ses pairs. Seul l'âge, le refus de quitter le pouvoir avant qu'il ne soit trop tard vinrent ternir un bilan « globalement très positif » : l'ancrage d'une tradition laïque dans la vie publique ; le statut le plus avancé jamais accordé aux femmes en terre d'islam ; une façon de gouverner qui, pour n'avoir été que très imparfaitement démocratique, reste un modèle de modération en ces temps où le monde ara-

be vit, à peu près partout, sous des régimes despotiques peu éclairés.

La Tunisie vient de donner une autre figure au monde arabe. Il s'appelait Mohamed Bouazizi. C'était un jeune homme d'une ville où les touristes ne vont pas, Sidi Bouzid. Il s'est donné la mort il y a un mois. Il était bachelier, mais n'avait trouvé d'autre emploi que vendeur de fruits à la sauvette. Quand la police a démantelé son échoppe de fortune, Bouazizi, dans un geste de désespoir et de protestation, s'est immolé par le feu.

Ce qui aurait pu ne rester qu'une tragédie individuelle a déclenché le mouve-

ment de révolte qui a conduit à la fuite du président Ben Ali. Zine El-Abidine Ben Ali a succédé à Bourguiba en 1987, pour s'employer jusqu'à la fin à ternir le bilan du Père de la nation, et transformer une autocratie modérée et paternaliste en une dictature policière brutale et corrompue. La mort de Bouazizi va créer ce précédent unique dans le monde arabe : pour la première fois, un dictateur est chassé par la rue.

Ce n'est certainement pas qu'une histoire tunisienne – que l'on se racontera longtemps, le soir, autour d'un couscous poisson à la table d'une terrasse de La Goulette, le port de Tunis. L'onde de choc secoue tou-

te la région. Elle a ses spécificités locales, bien sûr : en Tunisie plus qu'ailleurs dans le monde arabe, le décalage entre la nature du régime – le pouvoir confisqué par un clan sans scrupule – et les attentes de l'une des populations les plus éduquées de la région était explosif.

Mais la secousse partie de Tunis se fait sentir de Rabat à Amman, du Caire à Alger, parce qu'elle est le signe d'un mal qui ronge tout le monde arabe ou presque. Partout, des élites largement corrompues et riches sont incapables de répondre à une jeunesse nombreuse et sans emploi qui cherche un avenir introuvable dans

des sociétés politiquement fermées, mais que Facebook et Al-Jazira ouvrent à tous les vents de ce siècle commençant.

Les événements de Tunisie seront-ils « le Gdansk arabe », demande notre confrère Roger Cohen dans l'*International Herald Tribune* ? Seront-ils au monde arabe ce qu'a été à l'empire soviétique la révolte des chantiers navals de cette ville de Pologne en 1980 – le déclencheur d'un mouvement qui, dix ans plus tard, a abouti à la désintégration de l'URSS ? C'est à ces questions, parmi d'autres, que ce cahier spécial entend apporter quelques réponses. ■

Alain Frachon

Héros ordinaires des manifestations qui ont conduit à la chute du régime Ben Ali, des Tunisiennes et des Tunisiens racontent ces journées de révolte, leurs moments de peur et le courage qu'ils ont su trouver

« Et puis, je me suis dit : tu ne vas pas passer ta vie à courir, à fuir »



Mardi 18 janvier, des manifestants appellent, à Tunis, leurs concitoyens à les rejoindre dans la rue. FRED DUFOUR/AFP

Souvenir d'un coup de matraque, une vilaine bosse orne son front, à demi cachée par ses cheveux longs. Waël-Ibrahim, 19 ans, élève à l'Institut préparatoire aux études de l'ingénieur, fait partie des centaines de milliers de jeunes qui ont contribué, sur Internet, puis dans la rue, à la chute du président Zine El-Abidine Ben Ali. Il habite chez ses parents, à Hammam-Lif, banlieue sud de Tunis.

« On ne pensait pas que les flics tireraient »

« J'ai d'abord été un militant-blogueur. A la fac, on ne se parlait que sur Internet, jamais avec nos vrais noms. On écrivait des trucs sur la police : on dénonçait les vérifications d'identité, les humiliations... Sur le racket des Trabelsi, aussi. Comme les blogs étaient censurés au bout de deux ou trois jours, je me suis mis à participer à des chats.

La première manifestation de rue à laquelle j'ai participé, c'était en décembre, dans mon quartier, à Hammam-Lif. Je n'attendais que ça. Mais on ne pensait pas que les flics tireraient. Deux jeunes sont tombés, devant moi. Tués de sang-froid. Ça ne m'a pas fait peur, non, ça m'a révolté. On ne faisait rien de mal : on défilait, c'est tout.

» Par Facebook, j'ai été informé de la manifestation du vendredi 14 janvier. J'y suis allé avec des amis. On s'est mis devant le ministère de l'intérieur, on criait « Ben Ali, dégage ! », c'était super : on le disait à haute voix, tous les gens ensemble, sans se ramasser de coups de matraque. De là à imaginer que Ben Ali allait sauter... »

» Ahlem Belhadj, 46 ans, pédopsychiatre, enseignante à la faculté de médecine de Tunis, ancienne présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (créée en 1989), se trouvait aussi avenue Bourguiba.

« Cette manifestation [du 14 janvier],

je ne l'aurais loupée pour rien au monde. J'étais là, à 14 h 30, quand les flics ont chargé brusquement. Une de mes copines est tombée par terre, les larmes pétillaient de partout. On a couru. J'ai foncé vers la rue de Paris, située en contrebas, à une centaine de mètres du ministère de l'intérieur. » Sauvée.

« Un moment de joie pure »

Waël-Ibrahim, lui aussi, se précipite. « En une fraction de seconde, tout a basculé. Je me suis mis à courir. Et puis, je me suis dit : tu ne vas pas passer ta vie à courir, à fuir. Alors, j'ai ralenti. Je me suis rendu compte que j'avais perdu mes amis. »

Le jeune homme se retrouve dans une petite rue, derrière l'avenue Bourguiba. Il s'engouffre dans un immeuble, où des dizaines d'autres manifestants sont déjà entassés.

En fin de journée, Ahlem Belhadj est chez elle, avec sa famille, devant le poste

de télévision. Soudain, une bande-annonce, en bas de l'écran, signale qu'une information « très importante » va être donnée. « On a compris que Ben Ali était fini. On s'est mis au balcon et on s'est mis à chanter l'hymne national. Des voisins d'immeuble ont fait pareil. C'était un moment de joie pure. »

« J'ai pensé à mes filles aussi, je me suis dit que l'avenir avait une chance »

A Bizerte, Mohamed Salah Fliss, 64 ans, n'a pas bougé de chez lui. Il est seul. Télévision et ordinateur allumés, le téléphone à la main, cet ancien prisonnier politique de l'époque Bourguiba, longtemps militant du mouvement Perspectives, n'en croit pas ses oreilles.

« Je suis quelqu'un qui ne pleure pas facilement. Mais là... Trente ans, dans la vie d'un peuple, ce n'est rien. Dans la vie d'un homme, c'est beaucoup. J'ai pensé à

mes camarades, aujourd'hui disparus : Mohamed Charfi, Nourredine Benkhedder, Ahmed Ben Othman, Hedi Slama, Fethi Triki, Tawfik Khodja... On s'était battu corps et âme. Ma solitude, en cet instant, était remplie de leur présence. Comme s'ils pouvaient voir le moment de victoire avec mes yeux. J'ai pensé à mes filles aussi, qui sont âgées de 25 ans et 22 ans. Ce vendredi 14 janvier, je me suis dit que l'avenir avait une chance. »

A Tunis, ceux que les milices et les policiers continuent de pourchasser n'ont guère le temps de se réjouir. Les entrées d'immeuble ont été arrosées de gaz lacrymogènes. Comme tout le monde, Waël-Ibrahim monte dans les étages. Dans de nombreux immeubles, la même scène se répète.

Réfugiés sur un toit, Alexandre, expatrié français, et son amie tunisienne y passent la nuit : « Ils défonçaient les portes, faisaient sortir les gens qui, comme nous, étaient cachés, et les frappaient. On entendait les cris. »

Chronologie

2010

17 décembre 2010



17 décembre

Mohamed Bouazizi, un jeune marchand ambulancier de fruits et légumes, s'immole par le feu devant un bâtiment administratif à Sidi Bouzid, dans le centre du pays, pour protester contre la confiscation de sa marchandise. Il est hospitalisé dans un état critique. Des commerçants et des jeunes, qui dénoncent le manque de travail, se rassemblent aussitôt pour manifester.

19 décembre

Le mouvement prend de l'ampleur à Sidi Bouzid, la police fait usage de gaz lacrymogène contre les protestataires.

24 décembre

Les manifestations s'étendent à Bouziane. Un manifestant est tué par balles lorsque la police ouvre pour la première fois le feu sur la foule.

27 décembre

Les manifestations gagnent Tunis, un millier de jeunes diplômés au chômage sont dispersés brutalement par la police.

28 décembre

Première allocution télévisée du président Zine El-Abidine Ben Ali, qui dénonce « une minorité d'extrémistes et d'agitateurs à la solde d'autrui et contre les intérêts de leur pays ».

29 décembre 2010



29 décembre

Le premier ministre tunisien, Mohammed Ghannouchi, annonce le limogeage de quatre ministres, dont celui de la communication, Oussama Romdhani, en place depuis 1995. Les manifestations s'étendent à des villes de province comme Sousse, Gafsa et Kasserine.

31 décembre

Le président Ben Ali s'exprime à nouveau à la télévision et promet « une meilleure prise en charge des catégories vulnérables ».

L'année 2011, ajoute le chef de l'Etat, « connaîtra le démarrage du nouveau round de négociations sociales ». Un deuxième manifestant est tué par balles au cours d'affrontements avec la police à Menzel Bouzaïene, près de Sidi Bouzid, la ville où Mohamed Bouazizi s'est immolé par le feu.

2011

4 janvier

Mort de Mohamed Bouazizi. Des émeutes éclatent en Algérie, à Alger et à Oran, à la suite d'une flambée des prix.

6 janvier

Plusieurs milliers d'avocats se mettent en grève pour dénoncer la répression policière tandis que les manifestations contre la pénurie d'emplois qualifiés et les entraves aux libertés publiques se poursuivent.

7 janvier

Les Etats-Unis convoquent l'ambassadeur de Tunisie à Washington pour lui faire part de leur « préoccupation » face à la répression par la police des manifestants. « Nous avons aussi soulevé la question de ce qui ressemble à une ingérence du gouvernement tunisien dans l'Internet, particulièrement dans les comptes Facebook [moteur de la mobilisation] », a indiqué un diplomate américain.

Au même moment, la ministre des affaires étrangères de la France, Michèle Alliot-Marie, s'entretient à Paris avec son homologue tunisien, Kamel Morjane. Aucune information ne filtre sur la teneur de leurs échanges.

On tremblait en se tenant la main, on n'osait plus bouger. On leur a échappé d'un cheveu. » Au matin, Alexandre et son amie quittent leur cachette.

« Chante, sinon on te tabasse »

Waël-Ibrahim a moins de chance. Il échappe à la furie des milices, mais pas aux brutalités des policiers du ministère de l'intérieur – où il est emmené vers 2 heures du matin.

« Ils nous ont jetés par terre, dans une cour en plein air. Les hommes et les femmes ont été séparés. Autour de nous, ça grouillait de policiers en tenue, de militaires avec leurs gourdins, de flics en civil – ils s'entendaient bien, ils se parlaient comme on se parle entre collègues. Ils se sont acharnés sur un copain du groupe, qui portait des dreadlocks. "Celui-là, tu me le laisses, je vais lui couper les cheveux!", criait l'un. "Ah non, il est pour moi, je vais m'en servir de balai!", criait un autre. Ils s'amusent. Finalement, ils lui ont dit : "Chante! Sinon on te tabasse." Ils voulaient qu'il chante du reggae. Le copain, il n'a pas pu. Il n'avait plus de voix. Alors, ils l'ont cogné... Les flics ne voulaient pas qu'on regarde autour de nous, ils nous forçaient à tenir la tête baissée. Ils parlaient entre eux.

» Ils vont le regretter! Personne ne les protégera pendant les pillages, ils vont finir par s'entre-tuer. C'est ce qu'ils répétaient. Le matin, de nouvelles équipes de policiers sont arrivées. Tout en noir, cagoulés. Ils se sont mis à nous cogner. Ils hurlaient : "Alors, tu n'aimes pas Ben Ali? Qu'est-ce qu'il t'a fait, Ben Ali?" Ils nous frappaient à coups de pieds, de poings, de matraques. A l'autre bout de la cour, un type a eu le pied cassé : on a entendu les policiers dire qu'il fallait une ambulance. Finalement, vers 9 heures, ils nous ont rendu nos papiers et nous ont relâchés. »

« C'est une si grande victoire! Pourtant, on n'y croit pas encore »

Samedi 15 janvier, au lendemain de la fuite de Ben Ali, tandis que Waël-Ibrahim et ses compagnons d'infortune quittent l'avenue Bourguiba, Ahlem Belhadj et son mari font le tour de leur quartier d'El-Manza pour trouver de l'essence.

« On a vu des gens qui étaient en train de brûler une immense photo de Ben Ali. On est descendu de voiture et on a rejoint la petite foule qui applaudissait. On a dansé, on lançait des youyous. C'est une si grande victoire! Pourtant, on n'y croit pas encore. Chaque matin, je me pince, je me répète : il est parti. On a du mal à imaginer la vie différemment. Il y a une semaine, l'administration a refusé de donner son agrément pour la société savante de pédopsychiatres que nous voulions créer. Parce que mon nom (de militante) y figurait. On a toujours été considérés comme des citoyens de seconde zone.

» Mon mari, avocat, n'a jamais pu exercer son métier. Parce qu'il est le frère de Taoufik Ben Brik [journaliste, honni par le régime Ben Ali]. On a du mal à croire que c'est fini, tout ça. »

Pour le docteur Belhadj, la présence de ministres de l'ancien régime, au sein du gouvernement d'union nationale, n'augure rien de bon.

« On a besoin d'un gouvernement qui incarne la rupture – et non la continuité. Le rôle de l'armée m'inquiète aussi : elle se bat contre les miliciens, c'est bien; mais je crains qu'elle ne le fasse demain



L'oncle et les trois sœurs de Mohamed Bouazizi se recueillent sur sa tombe, le 9 janvier, au cimetière du village de Grannebour, au nord de Sidi Bouzid. O.P.

Mohamed Bouazizi, martyr de la révolution

Le 17 décembre, Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur de fruits et légumes de Sidi Bouzid, une ville de 100 000 habitants, dans le centre de la Tunisie, s'immolait par le feu devant la préfecture. Quelques heures auparavant, il venait de se faire confisquer sa marchandise, faute des autorisations requises, et gifler par une policière.

Agé de 26 ans, ce bachelier avait renoncé à poursuivre ses études, faute de moyens. Il s'était fait marchand à la sauvette afin de pouvoir subvenir aux besoins de sa mère, de ses trois sœurs et deux frères.

Le soir même de son geste désespéré, des incidents éclatent à Sidi Bouzid. Un comité de soutien est créé le lendemain dans la commune. La colère gagne rapidement le reste de la Tunisie jusqu'à enfler en une révolte qui, finalement, emportera le régime.

Dans une opération de communication pour tenter de désamorcer la crise, le 28 décembre, le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali se rend au chevet de Mohamed Bouazizi, au centre de traumatologie et de grands brûlés de Ben Arous, près de Tunis, où avait été transporté le jeune homme. Il y est mort des suites de ses blessures le 4 janvier.

Son enterrement dans le village de Grannebour, le 5 janvier, est l'occasion d'un nouveau rassemblement. « Il a fait ça pour nous! Et aussi pour tous ceux qui en ont marre de vivre de petits boulots de misère! Il n'est pas mort pour rien », déclare au Monde Basma, une de ses sœurs. ■

contre les manifestants et les démocrates. »

Pas d'inquiétude de cet ordre chez Moncef B., patron d'un groupe prospère – qui a requis l'anonymat : « C'est un bon gouvernement », répète-t-il, le téléphone portable collé à l'oreille. Quant au premier ministre, Mohamed Ghannouchi, il représente « la meilleure solution » pour assurer la transition, assure-t-il. Le fait qu'il ait été un dirigeant du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, ex-parti au pouvoir) ne change rien à l'affaire. « Le RCD, il faut qu'il dégage. On n'en veut plus », rumine Khaled, chauffeur de taxi. Sans nier, pour autant, avoir fait partie, comme tous ses collègues, de l'armée de l'ombre des mouchards, prise par l'ancien régime...

« Vingt-trois ans de désastre, ça ne s'efface pas comme ça »

Aux yeux de Mohamed Salah Fliss, l'essentiel est ailleurs : « Pour la première fois, nous allons avoir un gouvernement qui gouverne. Jusque-là, tout était décidé par le seul palais de Carthage : ministres et députés étaient des courroies de transmission. C'est fini. » Waël-Ibrahim n'en est pas certain. « Vingt-trois ans de désastre, ça ne s'efface pas en trois jours. Il faut se calmer. Fixer des priorités. Certains hommes politiques veulent nous utiliser comme des pions. Pour l'instant, l'avenir est comme un grand brouillard. » ■

Isabelle Mandraud
et Catherine Simon
(Tunis, envoyées spéciales)

Zouhair Yahyaoui, le pionnier des cyberdissidents

Ce jeune blogueur est mort en 2005 après 18 mois de détention et trois grèves de la faim

Le pionnier des cyber-résistants, c'est lui. Plus connu sous le pseudonyme d'Etounsi (« le Tunisien »), Zouhair Yahyaoui aura été la première victime de la police informatique du régime Ben Ali. Au printemps 2001, ce jeune de 33 ans, titulaire d'une maîtrise d'économie mais sans emploi, lance un magazine en ligne : TUNEZINE (allusion au prénom du président Ben Ali, Zine).

Le site rencontre un succès immédiat, en Tunisie et à l'étranger. Les jeunes sont séduits par le ton insolent et le talent de ses cinq principaux animateurs. Rédigés en arabe dialectal, d'un humour mordant, les écrits de l'équipe de Zouhair Yahyaoui exaspèrent le pouvoir tunisien. L'actualité, la politique-fiction, la satire, mais aussi la réflexion y trouvent leur place, sur un ton qui rappelle un autre site, démantelé un peu plus tôt, après deux années d'existence et de succès : Takriz (« Ras-le-bol »).

Lorsque le président Ben Ali organise un référendum pour obtenir la bénédiction de ses sujets afin de briguer un quatrième mandat, TUNEZINE propose son propre référendum : « La Tunisie est-elle une République, un royaume, un zoo ou une prison ? »

En juillet, tandis que la police politique

du palais de Carthage tente de localiser la bande des webmasters frondeurs, Zouhair Yahyaoui franchit une nouvelle ligne rouge. Il diffuse sur son site la lettre ouverte qu'un magistrat, président de chambre à Tunis, vient d'adresser à Ben Ali pour dénoncer le système judiciaire.

Ce « juge rebelle », comme on va le surnommer, c'est son oncle, Mokhtar Yahyaoui. Celui-ci dit sa « honte » d'être

Il diffuse sur son site la lettre ouverte qu'un magistrat vient d'adresser à Ben Ali pour dénoncer le système judiciaire

magistrat en Tunisie, et son refus de continuer à prononcer des jugements « dictés d'avance, imperméables à tout appel, et ne reflétant en rien la loi ». C'est le premier acte de rébellion publique d'un magistrat en Tunisie.

Pour le régime Ben Ali, c'en est trop. L'oncle et le neveu vont payer cher leur courage. Le premier va être suspendu de ses fonctions et perdre son salaire. Le second sera

arrêté, au terme d'une traque de plusieurs mois, torturé, jugé puis condamné à deux ans de prison pour « diffusion de fausses nouvelles dans le but de faire croire à un attentat » et « vol et utilisation frauduleuse de moyens de communication ».

Dans la cellule où il croupit, le jeune cyberdissident entame une grève de la faim pour réclamer des soins. Il lui faudra du temps avant de réussir à alerter la communauté internationale. Des ONG telles que Reporters sans frontières (RSF) se mobilisent et lui attribuent le prix Cyberliberté.

Ce n'est qu'après dix-huit mois de détention et trois grèves de la faim que Zouhair Yahyaoui sort de prison. Mais ce n'est plus le même homme. Les tortures, les jeûnes prolongés, les mauvais traitements, l'ont transformé, affaibli... Le 13 mars 2005, il meurt à Tunis, victime d'une crise cardiaque.

« Je pense tout le temps à lui. J' imagine ce que serait sa réaction, après la chute de Ben Ali. Je veux ce pour quoi il s'est battu : la liberté en Tunisie, dit sa mère, entre deux pleurs. Si tous les gens du RCD [ex-parti au pouvoir] s'en vont, alors mon fils aura atteint son but. » ■

Florence Beaugé

9 janvier

Les autorités font état de 14 morts après les affrontements survenus la veille entre manifestants et forces de l'ordre à Thala, à Kasserine et à Regueb. « Le message a été reçu. Nous allons examiner ce qui doit être examiné, nous allons corriger ce qui doit être corrigé, mais la violence est une ligne rouge », assure le nouveau ministre de la communication, Samir Labidi, également porte-parole du gouvernement.

10 janvier

Le président Ben Ali intervient pour la deuxième fois à la télévision pour s'exprimer sur la crise et dénonce des « actes terroristes » qu'il impute à « des éléments étrangers ». Il promet également la création de 300 000 emplois en deux ans. Tous les établissements scolaires sont fermés jusqu'à nouvel ordre.

11 janvier

Les violences gagnent la banlieue de Tunis. Samir Labidi fait état de 21 morts depuis le début des troubles. « Tous les autres chiffres donnés par la télévision et les agences qui parlent de 40 à 50 [morts] sont totalement faux », ajoute-t-il.

12 janvier

Le chef de l'Etat limoge le ministre de l'intérieur, Rafik Belhaj Kacem. Un couvre-feu est décrété dans la capitale et sa banlieue. En France, le ministre de l'agriculture, Bruno Le Maire, assure que le président tunisien, « souvent mal jugé », a fait « beaucoup de choses ». La ministre des affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, assure que « la priorité doit aller à l'apaisement » et propose à la Tunisie « le savoir-faire de nos forces de sécurité ».

13 janvier

Alors que les troubles se poursuivent et que la France dénonce pour la première fois « l'utilisation disproportionnée de la violence » par les forces de sécurité, le président prend une troisième fois la parole à la télévision. S'exprimant en arabe dialectal – une première –, il assure qu'il ne briguera pas de nouveau mandat en 2014. Le chef de l'Etat assure avoir été « trompé » par son entourage dans l'analyse des troubles qui secouent le pays. Il ordonne aux forces de l'ordre de ne plus faire usage de leurs armes. « Je refuse de voir de nouvelles victimes tomber. Assez de violence », s'exclame-t-il avant de promettre la liberté de la presse. Cette annonce trouve aussitôt son application avec l'invitation adressée à l'opposition à s'exprimer sur la télévision nationale, TV7. Ce discours donne lieu à une explosion de joie dans la capitale. En dépit du couvre-feu, les partisans du président défilent, arborant des portraits du chef de l'Etat.

14 janvier 2011



14 janvier

Contrairement aux attentes du président, une nouvelle manifestation est organisée à Tunis pour réclamer son départ immédiat. Vers 15 h 15 GMT, le chef de l'Etat annonce le limogeage du gouvernement et la tenue d'élections législatives anticipées dans les six mois. Trois-quarts d'heure plus tard, il décrète l'état d'urgence et impose le couvre-feu dans tout le pays.

Vers 17 h 45 GMT, le premier ministre, Mohamed Ghannouchi, annonce que Ben Ali est temporairement dans l'incapacité d'exercer ses fonctions et déclare assumer la charge de président par intérim jusqu'à des élections anticipées. La nouvelle du départ du président Ben Ali de Tunisie se répand. La France fait savoir qu'elle ne compte pas l'accueillir sur son territoire.

15 janvier

L'Arabie saoudite confirme peu avant 01 h 00 GMT que le président Ben Ali et son épouse se trouvent sur son sol, à Djedda, pour une durée indéterminée.

Le « règne » d'Habib Bourguiba, père de la nation et prédécesseur de Ben Ali, a aussi été marqué par les émeutes et la corruption

Depuis 1956, une histoire violente et chahutée

L'histoire tumultueuse de la Tunisie en témoigne. Terre de crises et de violences, traversée de fractures sociales et religieuses, elle n'a jamais connu la démocratie apaisée que l'après-Ben Ali lui destine peut-être.

Successivement carthaginoise, romaine, vandale, byzantine, arabe, espagnole, turque, française puis – enfin – tunisienne, son histoire doit beaucoup au protectorat français (1881-1956) et plus encore au « règne » de Habib Bourguiba (1903-2000), le père de l'indépendance. Démocrate de conviction, autocrate dans l'âme, Bourguiba avait fait le choix d'un islam tempéré de laïcité. Il a jeté les bases d'une société moderne dont la présidence de Zine El-Abidine Ben Ali n'a pas réussi à briser l'élan.

Les rapports étroits avec la France datent de la fin du XIX^e siècle. Jules Ferry alors président du Conseil, impose en 1881 au bey de Tunis un protectorat qui n'est pas, juridiquement parlant, une colonie. La Tunisie n'a pas aliéné sa souveraineté interne. Mais le représentant de Paris, le résident général, tient les principaux leviers du pouvoir, sauf localement où les agents du bey, les caïds en particulier, continuent d'exercer leur part d'autorité.

La Tunisie a failli devenir italienne. En 1911, ses ressortissants sont 88 000 contre 48 000 Français seulement pour 1,7 million de musulmans. Tunis et sa ville portuaire, la Goulette, ont longtemps abrité une colonie italienne dont l'actrice Claudia Cardinale, née en 1938, est la fierté. Il faudra attendre juin 1944 et la défaite de l'Axe pour que soient abolis les privilè-

ges dont jouissaient les Italiens depuis 1896.

L'après-guerre a exacerbé la volonté d'émancipation des élites colonisées. Bourguiba, né à Monastir d'un père officier de la modeste armée du bey, fait déjà figure de leader. En 1934, devenu avocat après des études à Paris, il a quitté le Destour (« Constitution ») pour fonder le Néo-Destour dont il est le président. Il connaît, avant et après-guerre, les geôles de la République et l'exil, entrecoupés d'assignations à résidence dans son

En 1955, la Tunisie accède à l'autonomie interne, en 1956 à l'indépendance. Bourguiba retrouve sa terre natale, accueilli par une foule en liesse

pays et en France. Son charisme, sa rhétorique et son courage, les épreuves qu'il a endurées, le désignent comme le père de la nation, à l'égal du Marocain Mohammed V ou du Vietnamien Ho Chi Minh.

Au lendemain de la défaite de Dien Bien Phu au Vietnam (1954), la France se décide à reconsidérer ses liens avec le Maroc et la Tunisie, ses deux protectorats. Le nouveau président du Conseil, le radical-socialiste Pierre Mendès France, pousse les feux. En 1955, la Tunisie accède à l'autonomie interne, en 1956 à l'indépendance.

Bourguiba retrouve sa terre natale, accueilli par une foule en

liesse. Sa statue équestre, qui commémore l'événement, figure, aujourd'hui encore, à l'entrée du port de la Goulette. Au centre de la capitale, l'avenue principale, ses Champs-Élysées, porte toujours son nom. Le président Ben Ali, qui l'a chassé de la présidence en 1987 pour « raisons médicales », n'a pas osé attenter à ces symboles d'une gloire qui l'écrasait.

Malade, sénile, usé par un trop long exercice du pouvoir, le « Combattant suprême », qui a vécu cloîtré à Monastir le restant de ses jours, a laissé un souvenir mêlé. Jusqu'au bout il a lutté contre le joug colonial. En juillet 1961, il défie le président Charles de Gaulle en bloquant les accès à la base militaire de Bizerte que les accords d'indépendance ont concédée provisoirement à la France.

On tire des deux côtés. Il y a entre 600 et 2 000 morts parmi les Tunisiens, des civils pour moitié, une vingtaine côté français. Bourguiba en appelle à l'ONU. En pleine guerre d'Algérie, dont elle soutient l'insurrection, la Tunisie obtient quelques mois plus tard le départ des Français.

Les jeunes Tunisiens n'ont pas connu l'homme Bourguiba. Leurs parents se souviennent d'un grand-père aux mimiques expressives qui, dans leur enfance, à la télévision, racontait interminablement ses exploits, avant que retentisse l'hymne national.

Tous sont reconnaissants au père de l'indépendance de sa conception de l'islam, tolérante, modérée, émancipatrice. Pour bien se faire comprendre, il avait un jour bravé le Ramadan en portant publiquement un verre à ses lèvres. Chacun le crédite d'avoir, le



L'omniprésence de l'effigie du président Ben Ali dans les rues de Tunis, ici en 1993
ERIC FRANCESCO/FEDEPHOTO

premier dans le monde arabe, brisé les chaînes de la condition féminine : interdiction de la polygamie, légalisation du divorce et de l'avortement, éducation...

Bourguiba réprimait d'une main de fer les contestataires. En 1962, 13 personnes sont condamnées à mort à la suite d'un complot, 10 sont exécutées. En 1968, il étouffe le mouvement étudiant qui a pris corps, comme ailleurs, à Tunis. Dix ans plus tard, un grave conflit l'oppose aux syndicalistes de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). La grève tourne à la crise sanglante. L'armée intervient. Il y a, probablement, des centaines de morts. En 1984, les

« émeutes du pain » font de nombreuses victimes, elles aussi. En 1987, de durs affrontements opposent en Tunisie les forces de l'ordre à des étudiants islamistes...

La Tunisie, qui n'a pas les atouts de ses deux voisins, l'Algérie et la Libye, le gaz et le pétrole, est confrontée à une démographie exubérante. Tenté, au début des années 1960, par une politique de collectivisation, sur le modèle tiers-mondiste alors en vogue, Bourguiba fait marche arrière. Le promoteur de cette politique, dont les Tunisiens ne veulent pas, Ahmed Ben Salah, le ministre de l'économie, est condamné à dix ans de travaux forcés.

Le « Combattant suprême » ne plaisante pas avec l'autorité, la sienne. Valse des ministres, disgrâces, faveurs, caprices... Il a pour la démocratie et la liberté de la presse un attachement sincère, pourvu qu'elle n'entrave pas l'idée qu'il se fait de son rôle.

En 1974, il est réélu à la tête de l'Etat, cette fois à vie, par 99,98% des suffrages exprimés. Il n'est pas corrompu mais sa famille par alliance l'est. Dans l'ombre de Wasila Ben Amar, sa seconde épouse, des fortunes suspectes naissent. Accaparement du pouvoir, soif de l'argent. Les Tunisiens espèrent, cette fois, rompre avec le passé. ■

Bertrand Le Gendre

En matière de droits de l'homme, une stratégie : l'humiliation

L'opposition ? Interdite. La presse ? Bâillonnée. La torture ? Routinière. La liberté d'association ? Inexistante

Peu de pays au monde ont été soumis à une telle chape de plomb que la Tunisie de Ben Ali. Depuis 1987, ce régime a construit « une gigantesque machine de répression, quadrillage, contrôle et clientélisme » de la population, comme le souligne Sadri Khari, militant et intellectuel tunisien.

Le peuple était soumis non seulement à une pression policière constante, mais aussi, insiste-t-il, à celle de multiples milices officieuses, en particulier du parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel et démocratique (RCD). Véritable « annexe de l'Etat », le RCD était chargé d'« encadrer, de surveiller, de punir, d'acheter, de corrompre, de racketter tout individu, dans n'importe quelle sphère de la vie sociale ».

Dans les zones rurales plus encore que dans les villes, le RCD régnait en maître. A la fois agent d'état civil, policier, informateur,

patron de toutes les commissions d'aide, l'« omda », assistant du « délégué » (sous-préfet), était un personnage-clé, haï et craint.

C'est par de multiples moyens de pressions et de surveillance de ce genre que le président Ben Ali a instauré son emprise sur tout le pays, finissant par rendre l'atmosphère irrespirable.

Les responsables occidentaux qui se rendaient en visite en Tunisie pouvaient-ils ignorer le vrai visage de ce régime ? Difficile à croire. Toutes les ONG de défense des droits de l'homme (Amnesty International, Human Rights Watch, la Fédération internationale des droits de l'homme, notamment) n'ont cessé de répéter qu'un fossé séparait les principes proclamés par le palais de Carthage et la réalité telle qu'elle était vécue par les Tunisiens.

L'opposition ? Interdite, en dépit d'un « multipartisme » de façade, qui ne trompait personne.

La justice ? « Transformée en outil de la répression et en légitimation au quotidien de la dictature et de la corruption », comme le résume Mokhtar Trifi, le président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme.

La presse ? Bâillonnée, avec une seule mission : glorifier chaque jour « la clairvoyance » de « l'Artisan du changement » et mettre en

Un système de répression que le régime ne parvenait pas toujours à contrôler

D'une manière générale, le président Ben Ali a évité d'attenter directement à la vie de ses opposants. Mais le régime avait enfané un système qu'il ne parvenait pas toujours à contrôler. C'est ainsi que, le 23 mai 2000, un journaliste tunisien reconverti dans la communication, Riad Ben Fadhel, a reçu deux balles dans le corps, quelques jours après avoir signé dans les colonnes du Monde un article nuancé

avant la « Première dame », Leïla Trabelsi.

« Des sous-hommes »

La liberté d'association ? Inexistante, sauf pour les milliers d'associations à la solde du RCD. La torture ? Routinière dans les commissariats : « La technique du poulet rôti, les brûlures des parties génitales... J'ai constaté sur mes clients des tra-

mais peu amène pour M. Ben Ali. Le 11 novembre 2005, à la veille du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), organisé par les Nations unies à Tunis, un journaliste français, Christophe Boltanski, venu couvrir l'événement, recevait plusieurs coups de couteau. Juste avant, il avait publié dans Libération un article très critique sur la situation des droits de l'homme en Tunisie.

ces abominables », témoigne l'avocate Radhia Nasraoui, présidente de l'Association de lutte contre la torture en Tunisie (non reconnue).

S'il fallait dresser la liste des méthodes employées par le régime Ben Ali, on n'en finirait pas. Filature. Harcèlement. Détention arbitraire. Confiscation de passeports. Coupures de lignes téléphoniques. Détournement de mails.

Le 18 novembre 2009, un homme d'affaires tunisien, Ghazi Mellouli, 45 ans, était poignardé par son chauffeur tunisien et laissé pour mort, alors qu'il se trouvait dans la capitale libyenne. De retour en Tunisie, l'agresseur n'a jamais été inquiété. M. Mellouli a été au cœur d'un règlement de comptes entre le clan des Ben Ali et celui des Trabelsi (Le Monde du 19 février 2010).

Actes de violences physiques. Diffamation dans les médias. Punitivité collective. Assèchement économique par le biais de licenciements, d'intimidation ou de redressements fiscaux...

Un mot définit mieux que tout autre la stratégie de ce régime : humiliation. « Le plus dur à vivre, c'était ça : cette volonté de tous les instants de nous rabaisser, de nous ôter toute dignité. Tous les Tunisiens en ont souffert, et pas seulement les militants des libertés ou les opposants politiques », souligne Mokhtar Trifi. Une opinion que partage le militant Sadri Khari. Pour lui, le message social et moral du régime nébuleux était le suivant : « Vous n'êtes rien d'autre que des sous-hommes. »

Quant à l'objectif, il était clair : « Détruire la morale, casser les solidarités, abolir le respect, généraliser le mépris, humilier, humilier, et encore humilier. » ■

Fl. B.



Les entrepreneurs confrontés aux exigences de « la famille »

Des patrons racontent le racket auquel se livraient des proches du pouvoir et leur crainte d'être dépossédés de leur outil de travail

Tunis
Envoyée spéciale

Des ses fenêtres, Moncef B. contemple, ce lundi 17 janvier, ce qu'il reste de l'une des nombreuses « villas Trabelsi » : des murs noircis, des fenêtres brisées, et des morceaux de faïence éparpillés au sein de ce quartier huppé de la capitale tunisienne, La Marsa.

Les « Trabelsi », cela ne désigne pas seulement la famille honnie de l'épouse de l'ex-président Zine El-Abidine Ben Ali ; le nom est synonyme, surtout, d'un système mafieux. La face cachée d'un système économique longtemps vanté.

Moncef B. n'est pas à plaindre : il dirige un groupe industriel qui emploie plusieurs milliers de personnes. Il a su gérer ses affaires, tout comme Aziz M., le chef d'une entreprise qui, quoique plus modeste, a prospéré dans le tourisme. Ni l'un ni l'autre ne veulent dévoiler leur identité, par crainte d'un « retournement de situation », comme si le retour des Trabelsi était encore possible.

Mais tous deux ont vécu, comme tant d'autres patrons en Tunisie, l'humiliation du racket et la crainte d'être dépossédé. Ils ont des exemples à citer : le partenaire tunisien de l'enseigne française Bricorama débarqué au dernier moment au profit de « la famille » ; la participation de la Banque nationale agricole (BNA) tunisienne dans Nestlé remplacée en « cinq minutes » ; les faux appels d'offres...

« Les Trabelsi sont entrés de force dans la Banque de Tunisie, confie Moncef B. Belhassen, le frère de Leila [l'épouse du chef de l'Etat], a

pris 35% du capital au prix qu'il a lui-même fixé. Il ne lui a fallu que cinq minutes, par téléphone. » « Ils voulaient me faire la même chose dans le secteur du tourisme, j'ai préféré laisser tomber une affaire », soupire Aziz M.

Pour les terres, c'était encore plus simple. Il suffisait de faire pression. Ou bien de convoiter des zones vertes ou agricoles non constructibles, à des prix pouvant apparaître intéressants. Une fois l'affaire conclue, ces zones étaient déclassées et revendues dix fois le prix de départ.

« Tout le monde le savait mais si vous résistiez, vous étiez laminé », assure un chef d'entreprise

« C'est comme ça qu'ils ont gagné des milliards, sans rien faire, soupire Moncef B. Et cela a été la même chose pour les immeubles. Soudain, on pouvait ajouter trois étages de plus. »

Les Trabelsi, alliés au président Zine El-Abidine Ben Ali qui prenait largement sa « part » selon ces témoins, avaient de l'imagination. La caisse 26-26, bien connue des Tunisiens, par exemple. Censée récolter des fonds chaque année, le 8 décembre, pour la solidarité, elle était en réalité la « caisse noire » du régime.

« Chaque année, j'ai dû verser 100 000 dinars [environ 50 000 euros], explique Moncef B. Oh, bien sûr, on vous donnait un reçu, mais cet argent n'était soumis à aucun contrôle de l'Etat. Il servait à donner des primes à la police, offrir des pri-

vilèges aux journalistes... » « Tout le monde le savait mais si vous résistiez, vous étiez laminé », assure Aziz M. Les campagnes électorales, en moyenne tous les cinq ans, ont fourni l'occasion d'organiser d'autres « collectes ». De l'épicière au grand patron, tout entrepreneur, quelle que soit sa taille, versait sa cote-part. Jusqu'à 250 000 dinars pour les plus gros, comme les banquiers.

Pour se lancer dans une activité, mieux valait, surtout, éviter le secteur des importations. Des artisans ont été ruinés par dizaines quand « la famille » avait décidé d'investir un secteur, – les chaussures, par exemple. Sakhr El-Materi, gendre du couple Ben Ali-Trabelsi avait, lui, jeté son dévolu sur les voitures.

Après la fuite de Ben Ali et de sa famille, vendredi 14 janvier, les Tunisiens se sont vengés en détruisant ou en incendiant les équipements, marques, ou sociétés de distribution – Monoprix, Géant, Bricorama –, associés au nom Trabelsi. Rien d'autre. Malgré les affrontements avec la police, les vitrines des magasins sont partout intactes, ce qui offre parfois un contraste saisissant avec le désordre de la rue.

La protection, Moncef B. et Aziz M. l'ont trouvée auprès de partenaires étrangers. « La meilleure garantie est d'être associé avec un Européen, un Américain, ou un Emirati, c'est ce que nous avons tous fait », clament-ils. Mais le mieux est encore de se tenir à distance.

« Jamais, poursuit Moncef B., je ne suis allé les voir. Ne jamais solliciter est la première règle ; la deuxième c'est que, quand on vous demande quelque chose, vous répondez : "Oui M'sieur". » ■

I. M.

Au gouvernement, Slim Amamou, 33 ans, conserve ses réflexes de blogueur

Le jeune secrétaire d'Etat est l'une des figures de proue de la révolte

Tunis
Envoyée spéciale

Rôle de ministre : en pleine réunion, mardi 18 janvier, alors que le nouveau gouvernement d'union nationale tunisien dont il fait partie depuis quelques heures vacille, Slim Amamou poste ses messages en direct sur son compte Twitter. « On s'est mis d'accord qu'il faut communiquer [sic]. Je suis à l'intérieur. Je vais vous dire tout ce qui se passe », annonce-t-il à l'un de ses correspondants. Il le fait, en français, en arabe et parfois en anglais.

« Premier clash de la part des RCDistes [RCD, le parti de l'ex-président Zine El-Abidine Ben Ali] sur le fait que je ne porte pas de cravate », lance Slim Amamou, au risque d'agacer un internaute en ligne : « Ce genre de remarque, on l'a aussi au boulot ! Occupe-toi de la réunion et lâche ce téléphone ! »

Slim Amamou, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, « c'est un peu comme si Daniel Cohn-Bendit était entré dans le gouvernement français en 1968 », pouffe une Tunisienne. Il est une des figures de proue de la révolte qui a renversé le président Ben Ali. Une révolution, jeune, qui s'est jouée sur Facebook comme une partie d'échecs.

Codirigeant d'une petite entreprise de développement informatique, Slim Amamou, 35 ans, dont quelques années passées à Paris, a mené la bataille sans relâche avant d'être arrêté avec son ami Aziz Amammi le 6 janvier. Ce jour-là, le cyberdissident a le temps de déclencher sur son téléphone portable la



Lors de son entrée au gouvernement, M. Amamou a troqué ses cheveux bouclés pour une coupe de jeune appelé. FETHI BELAID/AFP

fonction de géolocalisation. Toute la planète internaute peut alors se faire une idée précise de l'endroit où il se trouve : « sous » l'avenue Habib-Bourguiba de Tunis, c'est-à-dire dans les sous-sols du ministère de l'intérieur.

A peine dix jours plus tard, quand il entre dans le gouvernement d'union nationale, il a troqué sa chevelure bouclée pour une coupe de jeune appelé. « Mon nouveau look après mon passage à l'intérieur », avait-il averti sur son blog.

Il est le premier qui a évoqué en Tunisie le nom des Anonymous, ce collectif de militants du Net qui part à l'assaut des Etats liberticides.

Il est aussi l'auteur du premier ballon d'essai de la révolte, le 22 mai 2010, lorsqu'il a tenté d'organiser une manifestation, une opération baptisée « Lâche-moi », contre la censure du pouvoir.

Les turbulences autour de la présence, dans le gouvernement provisoire, d'anciens ministres de Ben Ali, le laisse de marbre. « Il faut être réaliste, si vous voulez des gens qui ont du métier (...) il faut faire appel à ces personnes », répond-il à ses amis que cela indignent. « Un Slim ce n'est pas assez, râle son ami Aziz Ammami. Ce devrait être tout le gouvernement. » ■

I. M.

La « révolution du jasmin » porte les traces de la haine accumulée contre les Trabelsi

Tous les secteurs d'activité, du tourisme à la banque, du transport aérien au BTP, étaient pris en main par le clan familial

La famille ». Ainsi les Tunisiens évoquaient-ils en privé l'entourage du président Zine El-Abidine Ben Ali accusé de piller leur pays. En réalité il y avait plusieurs « familles », leur nombre évoluant au rythme des phénomènes de cour.

Deux documents anonymes et bien informés qui circulaient sous le manteau à Tunis et à Paris à la fin des années 1990 en recensaient sept. Entre-temps, la liste s'était réduite. Deux familles avaient pris le dessus sur les autres dans l'accumulation des richesses : la famille du président déchu et celle de sa seconde épouse, Leila Trabelsi, « la femme probablement la plus haïe [du pays] », note un télégramme diplomatique américain récupéré par WikiLeaks et révélé Le Monde.

Des anecdotes, des rumeurs témoignaient du rejet profond par les Tunisiens de « la famille », en particulier celle des Trabelsi. Dans un câble de WikiLeaks, Belhassen Trabelsi, l'un des nombreux frères et sœurs de la « première dame » (une bonne dizaine au total) est ainsi présenté comme une sorte de manipulateur central. L'opinion publique est convaincue qu'il a « pris le contrôle du palais présidentiel et qu'il manipule le dosage des médicaments de Ben Ali [qui souffre d'un cancer] pour maintenir le président sous son contrôle », peut-on lire dans un mémorandum daté de novembre 2009.

La « révolution de jasmin » porte les traces de cette haine accumulée. Des palais dans lesquels

vivaient des membres de « la famille » ont été pillés par les manifestants. Et, Imed Trabelsi, un neveu de l'épouse du président, âgé d'une trentaine d'années, a été tué, samedi 15 janvier, à l'arme blanche – par son garde du corps, selon certaines sources. Imed Trabelsi, très proche de l'ancien chef de l'Etat, contrôlait entre autres la Société tunisienne de carrières (travaux routiers). Il avait été impliqué en 2006 dans la disparition de

Anecdotes et rumeurs témoignent du rejet de la belle-famille de Ben Ali

yachts, en France, retrouvés, quel que temps plus tard, repeints et maquillés dans un port de plaisance tunisien.

Un autre neveu, Kaïs Ben Ali, a eu plus chance. Il a été interpellé dans le centre de la Tunisie, dans la nuit de dimanche à lundi, avec une dizaine de personnes, qui « tiraient dans tous les sens » à bord de véhicules de police, selon des témoins. Dans les mémos diplomatiques américains, Kaïs est présenté comme un importateur (vêtements et métaux de seconde main, véhicules de luxe) mais aussi comme l'un de ceux qui contrôlaient le marché noir des boissons alcoolisées.

La répulsion de la population à l'égard des « familles » entourant le chef de l'Etat est telle que l'un des premiers gestes de l'ancien par-

ti-Etat, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), en quête de virginité, a été de les exclure de ses rangs.

Deux figures majeures de « la famille » en ont fait les frais – sur un plan symbolique car ils ont quitté le pays.

Le premier, Sakhr El-Materi, est un gendre du président déchu. Membre des organes dirigeants du RCD, il était, à 31 ans, l'étoile montante du régime. Vu comme l'un des successeurs possibles de M. Ben Ali, Sakhr El-Materi contrôlait l'unique banque islamique autorisée en Tunisie et Radio Zitouna, la radio islamique.

L'autre personnalité radiée du RCD était l'affairiste le plus honni du pays. « Il représente la quintessence de ce que les Tunisiens détestent lorsqu'on évoque les Trabelsi. Si seulement la moitié de ce que l'on raconte sur lui est vrai, on peut se demander comment un homme peut être aussi vorace et dépourvu de sentiment », écrit un diplomate américain.

Propriétaire de trois palais à Carthage, la banlieue chic de Tunis, qu'il a rénovés en enfreignant en toute impunité les règles en vigueur dans cette zone archéologique, Belhassen Trabelsi était un homme d'affaires vorace. Ses intérêts allaient du transport aérien aux télécommunications, du tourisme à l'hôtellerie en passant par la construction automobile et la banque. Belhassen est un « homme d'affaires qui a réussi », disait de lui l'ancien président Ben Ali. ■

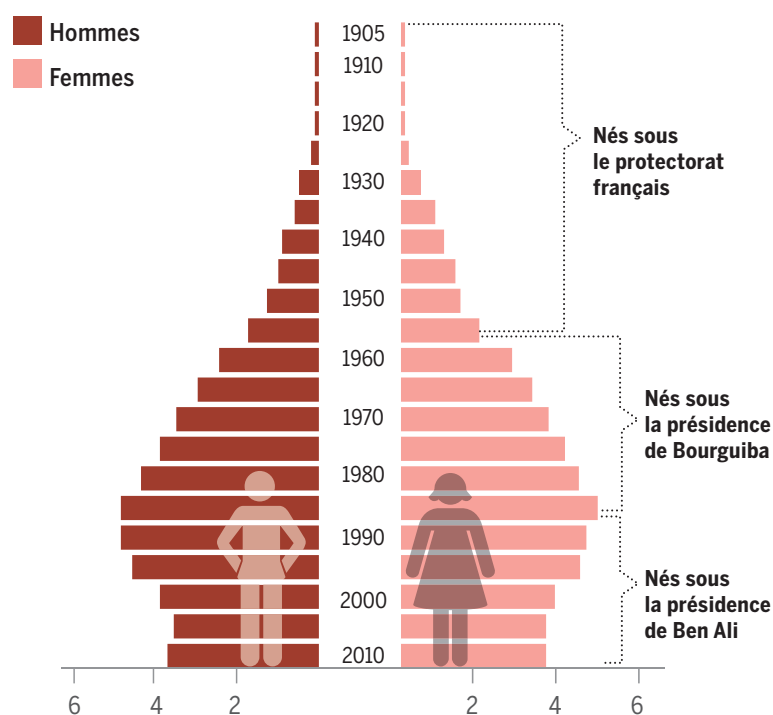
Jean-Pierre Tuquoy

Censure, chômage des diplômés, fermeture des frontières et faible niveau de l'enseignement : Khadija Mohsen-Finan, enseignante en science politique à l'université Paris-VIII, revient sur les principales particularités du pays

« La question des diplômés chômeurs est la plaie de la Tunisie »

40,8 % de la population a moins de 25 ans

PYRAMIDE DES ÂGES EN TUNISIE, EN 2010



Entretien

La jeunesse tunisienne a-t-elle des particularités par rapport au reste du Maghreb ?

Les jeunes des trois pays du Maghreb partagent tous le même mal-être. Mais en Tunisie, il n'y avait pas le moindre espace d'expression. Ni liberté ni intégration dans la vie politique, sociale et professionnelle. C'est cela qui a poussé la jeunesse tunisienne – 60 % de la population a moins de 30 ans – à la révolte. Le Net a constitué un refuge pour elle. Les jeunes ont été obligés de se créer cet espace de liberté, le seul à leur portée, d'ailleurs. On estime à 3,6 millions le nombre d'internautes en Tunisie. Sur 10 millions d'habitants, c'est énorme ! De tout le Maghreb, c'est le pays qui abrite la communauté la plus connectée à Facebook.

Dans quelle mesure le chômage des jeunes aura-t-il contribué à la chute du régime Ben Ali ?

La question des diplômés chômeurs est la plaie de la Tunisie d'aujourd'hui. Et elle a fait voler en éclats le modèle de la réussite économique tunisienne. Il y a en Tunisie une éducation massive, c'est vrai. Mais

les atouts supposés de ce pays (l'éducation, l'émancipation et le travail des femmes notamment) se sont retournés contre le pouvoir. On compte beaucoup plus de diplômés chômeurs en Tunisie (30 % des jeunes) qu'en Algérie (21,5 %) ou au Maroc (18 %). Comme ils sont plus diplômés, ils

« Les Tunisiens ne peuvent pas aller travailler dans les pays voisins puisque le Maghreb intégré dont avaient rêvé Bourguiba puis Ben Ali ne s'est pas fait »

sont plus exigeants. D'autre part, l'informel n'a pas pu se développer en Tunisie, pays sous étroit contrôle policier où il fallait demander des autorisations pour tout, comme il l'a fait en Algérie ou au Maroc. Il n'a donc pas pu constituer de soupape de sécurité.

A cela s'ajoute pour les jeunes Tunisiens la fin du rêve de départ pour l'Europe. L'Union européenne a fermé ses frontières. Les Tunisiens ne peuvent pas aller

travailler dans les pays voisins puisque le Maghreb intégré dont avaient rêvé Bourguiba puis Ben Ali ne s'est pas fait. Ils ne peuvent pas non plus émigrer en Afrique, car la Tunisie n'a pas de politique africaine, à l'inverse du Maroc et de l'Algérie.

La jeunesse tunisienne s'est donc sentie enclavée, sans échappatoire possible. Et elle a vu en Ben Ali un chef de clan, inaccessible, qui ne lui offrait pas de projet, qui n'avait pas de vision, contrairement à Bourguiba.

La qualité médiocre de l'enseignement n'ajoute-t-elle pas au problème ?

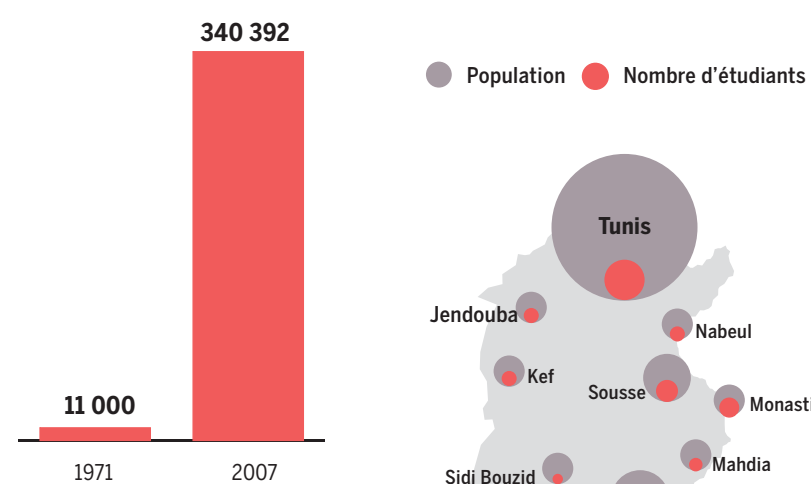
Cela fait longtemps que le niveau de l'enseignement baisse en Tunisie, mais cela s'est aggravé au fil des années, surtout à partir de l'arabisation [au milieu des années 1990]. L'arabisation de disciplines susceptibles de former des citoyens, comme la philosophie et l'histoire, a permis au pouvoir Ben Ali de renforcer son contrôle sur la société, mais au détriment des élèves. Les enseignants n'avaient pas été formés pour ça, et ils ne disposaient pas du matériel nécessaire. Le résultat, au niveau des langues notamment, est une catastrophe. ■

Propos recueillis par Florence Beaugé

Le dilemme des étudiants en France

34,6 % des 19-24 ans sont étudiants

EFFECTIFS DES ÉTUDIANTS TUNISIENS



S'IL EN EST, au sein de la diaspora tunisienne à l'étranger, dont la chute de l'ancien président Ben Ali, le 14 janvier, chamboule les perspectives, ce sont bien ces jeunes Tunisiens qui ont récemment émigré en France pour leurs études. Selon les derniers chiffres disponibles à l'ambassade de France à Tunis, environ 5 500 d'entre eux étaient inscrits en 2006-2007 dans des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale. La France se situe ainsi loin devant l'Allemagne (1 781 inscrits) ou le Canada (927).

Il était devenu commun pour ces jeunes de rester dans l'Hexagone après leur cursus. Mais en croire certains jeunes Tunisiens que *Le Monde* a pu interroger – et qui ont souhaité rester anonymes –, le départ de M. Ben Ali pourrait changer la donne. C'est le cas d'Hassen, 26 ans, étudiant en management à Lyon. Il se disait il y a peu qu'il ne rentrerait au pays qu'après avoir validé « cinq ou six années d'expérience » professionnelle. Mais aujourd'hui, il est « poussé à la réflexion ». Et il pourrait « avancer » son retour.

Détonateur

Même chose pour Mohamed. A 26 ans, cet ancien élève de l'École polytechnique travaille dans le conseil en stratégie à Paris. À l'instar d'Hassen, il appartient à cette catégorie importante des jeunes immigrés tunisiens très qualifiés et passés par des filières d'excellence. Jusqu'au 14 janvier, il était tellement persuadé de poursuivre sa carrière en France qu'il avait lancé une procédure de naturalisation. Mais depuis, ses plans ont volé en éclats. « C'est comme si on redistribuait toutes les cartes », justifie-t-il, en faisant allusion au népotisme qui prévalait en Tunisie. Du coup, il hésite à rentrer « tôt », « afin de se positionner dès maintenant » sur un marché tunisien qu'il veut croire porteur.

Pour Heger, 25 ans, centralienne et thésarde en informatique à Paris, les événements du 14 janvier ont aussi agi comme un détonateur. « Avant, mes parents me demandaient souvent si j'avais envie de rentrer, mais c'était un sujet auquel j'évitais de penser. » Heger supportait mal la « chape de plomb » du pays et avait le senti-

ment que la vie « n'y était pas épanouissante ». Aujourd'hui, au contraire, elle discerne « l'espoir du progrès ». Elle veut finir sa thèse avant de rentrer. Pour la suite, elle considère que son pays « a besoin » d'elle : « Ce n'est pas que je peux faire quelque chose, c'est que je le dois. »

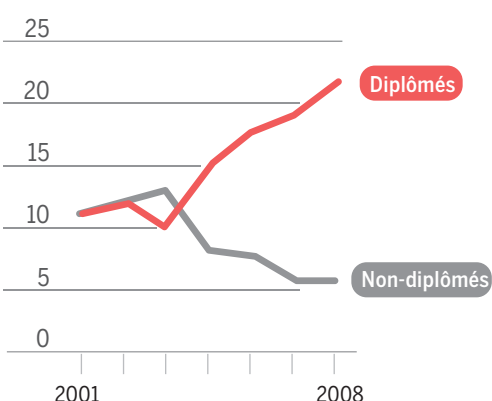
Sur ces quatre jeunes, Sami, 28 ans, est le plus réservé. « En état de veille », dit-il. A

la différence des autres, il est arrivé en France en 2004, sans bourse, et a dû financer en partie ses études. Après un diplôme en génie informatique à Marseille, il travaille dans une société de conseil à Paris et apprécie sa qualité de vie. Autre raison de sa retenue : « Même si la Tunisie change, ça ne sera pas avant cinq ans. » ■

Elise Vincent

1 JEUNE SUR 3 est au chômage

TAUX DE CHÔMAGE CHEZ LES JEUNES DIPLOMÉS



SOURCES : INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES ; MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE LA RECHERCHE ; REVUE ESPACE GÉOGRAPHIQUE ; PERSPECTIVE MONDE, UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE ; INFOGRAPHIE LE MONDE

SOLDÉS EN TUNISIE :





Depuis 2006, la nouvelle plate-forme industrielle du groupe italien Benetton est installée à Kasserine.
AGOSTINO PACCIANI

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE

Services : **54** % du PIB

Le tourisme représente plus de 7 % du PIB et emploie **400 000** personnes

6 millions de touristes annuels

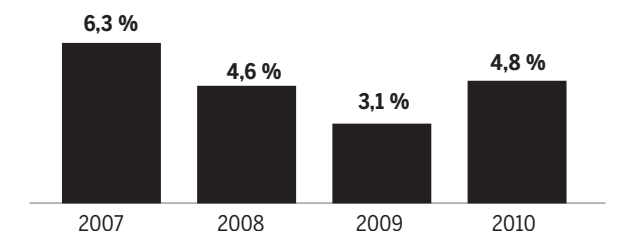
Industrie : **35** % du PIB

Le textile représente 50 % des exportations et emploie **250 000** personnes

Agriculture : **10** % du PIB

16 % de la population active
1,6 million d'hectares d'oliviers
(30 % des terres agricoles)

TAUX DE CROISSANCE DU PIB



SOURCES : AFP, FMI, CIA

Plus encore que les privations de liberté, l'aggravation des injustices et le problème de l'emploi des jeunes provoquent rancœurs et envies d'exil Une répartition inégale des richesses

Pendant toutes les années de la présidence Zine El-Abidine Ben Ali (1987-2011), la Tunisie a été présentée comme le modèle de développement économique du Bassin méditerranéen. Avec un taux de croissance régulier, de l'ordre de 6 % avant la crise internationale, et une large classe moyenne (officiellement 80 % de la population, mais sans doute plus proche de 60 %), ce pays dépourvu de richesses en hydrocarbures, à l'inverse de ses voisins, était le chouchou des institutions internationales et de l'Occident.

Il avait su diversifier son économie, honorait ses dettes, accueillait chaque année 6 millions de touristes (dont 1350 000 Français), était stable, bref, il rassurait. S'il est vrai que le revenu moyen de la population tunisienne a été multiplié par quatre depuis l'indépendance, en 1956, la machine a fini par s'essouffler. « Le problème de la Tunisie n'est pas la création de la richesse, car elle est là, c'est la répartition

de cette richesse », souligne Hassine Dimassi, économiste, enseignant à l'université de Sousse. Pour ce ministre démissionnaire du gouvernement d'union nationale, si les Tunisiens sont mécontents, c'est parce qu'ils se sentent « globalement lésés », même quand leur situation n'est pas, objectivement, catastrophique.

Chaque année, 60 000 nouveaux diplômés arrivent sur le marché du travail : l'économie ne peut en absorber plus de 25 000

A tous les niveaux, les Tunisiens souffrent d'un sentiment d'injustice. Le développement des régions, tout d'abord, se fait de façon très inégale. La côte est créatrice d'emplois, dans le tourisme notamment.

En revanche, le centre ouest, d'où sont parties les émeutes de ces dernières semaines, est marginalisé sur le plan économique. Pas d'emplois dans cette zone essentiellement rurale. Pas ou peu d'investissements étrangers. Pas de tourisme. Le taux de pauvreté y est quatre fois plus élevé que sur l'ensemble de la Tunisie (12,8 % contre 3,8 %).

A Gafsa, un peu plus au sud, où un très important mouvement de protestation avait eu lieu en 2008, la situation n'est guère meilleure. Depuis que la mécanisation des mines de phosphates a été engagée il y a trente ans, le nombre d'ouvriers a été divisé par quatre. Résultat : on observe un déplacement massif et accéléré de la population de l'intérieur vers les zones côtières et les grandes villes comme Sousse, avec tous les problèmes qu'une telle migration engendre.

Inégalités encore, cette fois-ci au sein même de la population tunisienne. Le taux de chômage des moins de 30 ans est le plus élevé de tout le Maghreb : de l'ordre de

30 %. « Officiellement, il y a 130 000 diplômés chômeurs. Moi, je dis qu'il y en a environ 300 000, ce qui est énorme rapporté à la taille de la population [10 millions de personnes]. La crise internationale a bon dos, alors que l'échec vient de l'incapacité de notre système éducatif à s'adapter au marché de l'emploi », déclare Hassine Dimassi. Pour cet universitaire, les jeunes sont depuis des années orientés vers des filières saturées telles que les lettres, la gestion et le droit, alors qu'il aurait fallu, dit-il, les diriger vers la technologie, l'informatique ou encore la biologie.

Chaque année, 60 000 nouveaux diplômés arrivent sur le marché de l'emploi, alors que l'économie tunisienne ne peut en absorber plus de 25 000. Plus encore que les libertés confisquées, cette question du chômage massif des jeunes exaspère la population, provoque rancœurs et envies d'exil. Dans chaque famille, on compte un diplômé chômeur, voire deux ou trois. Pour les parents, qui ont fait des sacrifices

considérables pour payer des études à leurs enfants, c'est intolérable. Le ressentiment général de la population à l'égard de Ben Ali est d'abord venu de là : on lui avait promis la prospérité en échange de la confiscation de sa citoyenneté. Elle a eu le sentiment de n'avoir ni l'un ni l'autre.

D'année en année, la frustration a grandi. Dans les rangs de ceux qui avaient un emploi, la colère grondait également. La politique des bas salaires imposée par le gouvernement dans l'espoir d'attirer les investissements étrangers oblige de nombreux Tunisiens à multiplier les petits emplois, quitte à avoir des journées de forçat, et à s'endetter. Quant aux investissements, l'attitude mafieuse des deux clans au pouvoir, les Ben Ali et les Trabelsi, les a sérieusement freinés...

Pour de nombreux économistes, si la Tunisie n'avait pas été autant gangrenée par la corruption, son taux de croissance annuel aurait pu atteindre les 8 % à 9 %. ■

FL.B.

L'enjeu est de taille pour les entreprises françaises, très présentes

POUR UN ÉCONOMISTE français, présent à Tunis mardi 18 janvier, le fait que « les camions de transport de fonds font la queue devant la banque centrale » illustre un retour à la normale de l'activité économique. D'autres l'interprètent au contraire comme une mise à l'abri de ce qui peut être sauvé. Méthode Coué pour les uns ? Pessimisme exagéré pour les autres ?

L'enjeu est de taille pour la France, premier pays investisseur hors énergie en Tunisie, avec un flux d'investissement direct étranger (IDE) de 139 millions d'euros en 2009 ; et premier pays pour le nombre d'entreprises implantées (1 250) représentant 110 000 emplois.

La présence française en Tunisie est concentrée dans l'industrie manufacturière – textile et habillement, industries mécaniques électriques et électroniques – et dans les services. Initialement limités au tourisme (Fram, Accor, Club Med) et aux établissements bancaires (BNP Paribas, Société générale, BPCE), les services se sont développés plus récemment dans

la grande distribution (Carrefour, Casino), l'assurance (Groupama), les centres d'appels (Teleperformance) et les sociétés de service informatique.

Banques A la Société générale, présente à travers l'Union internationale des banques (UIB), filiale à 52,3 %, un comité de crise comprenant les dirigeants sur place et à Paris, se connecte une fois par jour. Les employés peuvent partir à 14 heures en raison du couvre-feu. En conséquence, les agences ont des horaires restreints.

Tourisme Entre samedi 15 et lundi 17 janvier, Marmara, Nouvelles Frontières ou Fram ont dû rapatrier leurs 8 000 clients. Le Club Méditerranée a lui aussi rapatrié ses 130 clients. Les professionnels n'ont pas encore chiffré les coûts engendrés par la crise tunisienne. Seuls sont restés sur place quelque 150 Français, qui ont décliné la proposition de rapatriement, non sans avoir signé une décharge. « Ce sont des touristes venus en Tunisie dans le

cadre d'un séjour long, en général dix semaines, souligne Marc Chikli, président de l'association française des tour-opérateurs. Des seniors qui viennent passer l'hiver ici et bénéficier de tarifs intéressants. Certains nous disent qu'un séjour ici leur coûte moins cher que de chauffer leur logement en France. »

Industrie Situation presque normale pour Danone, qui affirme que l'usine de sa filiale tunisienne a repris son activité, lundi 17 janvier, et que les produits étaient livrés dans les magasins tunisiens ce jour-là. « Les usines textiles tournent », selon Gildas Minvielle, responsable de l'observatoire économique de l'Institut français de la mode (IFM). Mais « la situation reste très fragile. Elle pourrait avoir un impact sur le choix futur d'approvisionnement des donneurs d'ordre ».

Philippe Berthaux, président de la société de lingerie Empreinte, est plus inquiet : « La situation est problématique, voire dangereuse pour nous. La Tunisie

représente 60 % de nos approvisionnements. Or, depuis dix jours, nous ne recevons rien. Les transporteurs ne veulent prendre les marchandises qu'à nos risques et périls. »

Les problèmes de transport, conjugués à l'aménagement des horaires en fonction du couvre-feu, ralentissent la production, constatent les équipementiers automobiles Faurecia et Valeo, comme chez Latelec, filiale de l'équipementier aéronautique Latécoère. En revanche, Aerolia, filiale d'EADS, a interrompu la production de son usine ouverte en mai 2010.

Télécommunications Les plates-formes d'appels (Orange et Teleperformance) réacheminent une partie du trafic vers des centres situés en France ou au Maroc, pour maintenir le service. Mais qu'advient-il d'Orange Tunisie, dont l'activité a démarré le 5 mai 2010 ? Cette société détient à 49 % par Orange et à 51 % par une société appartenant à Marwan Mabrouk, gendre de Zine El-Abidine Ben Ali, pour-

suivra-t-elle la stratégie prévue ? « Il faut attendre pour savoir ce que sera la position des groupes familiaux », répond, laco- nique, un bon connaisseur du secteur.

Distribution Une situation comparable à celle des enseignes qui, comme Carrefour, ne sont pas implantées directement mais travaillent avec des acteurs locaux qui leur reversent des royalties pour l'exploitation de la marque. Car il s'agit souvent de membres de la famille Ben Ali : une des filles du président déchu pour le magasin Carrefour de Gabès, selon une information de l'AFP, et la famille Mabrouk pour Monoprix et Géant. Ces hypermarchés ont été la cible des pilliers.

Chez Carrefour, la moitié des supermarchés ne sont plus opérationnels. « Les autres ouvrent progressivement pour quelques heures par jour afin de répondre aux besoins de la population », explique un dirigeant de l'enseigne. ■

Service Economie

Bassma Kodmani, politologue née en Syrie, est directrice de l'Arab Reform Initiative, un think tank indépendant. Elle dirige un ouvrage collectif sur la nature du pouvoir politique dans le monde arabe, qu'elle qualifie de « sécuritocratie »

« La société s'empare de la rue »

Propos recueillis par
Alain Frachon et Gilles Paris

Comment expliquer l'effondrement si rapide du régime Ben Ali ?

On se demande si son manque de sophistication n'en est pas la cause. Les autres pays de la région ont élaboré des instruments plus complexes de contrôle, en Algérie, en Egypte ou en Syrie. Il y a plus d'appareils d'Etat, une relation plus sophistiquée entre forces de sécurité et armée. Contrairement au cas tunisien, les armées, qui ont une légitimité de guerre, se sont, il est vrai, davantage insérées dans le système politique, de manière plus envahissante. La Tunisie est l'Etat où ce modèle s'est édifié le plus tard et où il a été le plus caricatural.

Le grand point d'interrogation dans le monde arabe, c'est la relation entre l'armée et les institutions de sécurité qui ont des commandements différents, des modes de fonctionnement différents et des missions différentes. Cette relation n'est pas claire dans beaucoup de cas. Elle n'est pas claire en Egypte mais c'est un tabou. Personne ne peut évoquer ce sujet. On peut insulter [Hosni] Moubarak mais on ne peut pas parler de l'armée.

Le système sécuritaire tunisien s'est plaqué sur la société. Il n'est pas parvenu à la déstructurer comme en Algérie où on a une totale symbiose entre l'armée et les renseignements ou comme en Syrie et en Egypte. On se pose la question de ces structures de sécurité car leur rôle est devenu si important dans la vie de tous les jours ! C'est ce qu'on peut appeler la « sécuritocratie ». On étudie huit pays et on voit partout ce fil rouge : des appareils de sécurité qui contrôlent la situation avec des présidents fatigués, vieux ou séniles, qui leur ont passé la main. Ces appareils ne peuvent pas prétendre à une ambition politique. Ils ne se mettent pas en avant. Ils ne développent pas une stratégie de conquête du pouvoir, mais dans les faits ils contrôlent le pouvoir.

Ben Ali était la tête de l'appareil sécuritaire, mais il était en très mauvais termes avec l'armée. Dès qu'il y a déversement de la rue, contestation sociale spontanée, l'enjeu est devenu le suivant : tirer ou ne pas tirer. L'armée n'a pas été le dernier rempart de Ben Ali. Elle l'a lâché. C'est elle qui a appelé à la formation de comités locaux de quartier pour combattre les forces de Ben Ali, et qui a encouragé le processus politique qui essaie de se mettre en place. Je n'exclus pas non plus que l'armée ait agi en concertation avec la France.

Croyez-vous à un effet domino ?

Un tel effet, demain matin ou la semaine prochaine, me paraît peu probable, mais on va assister à un processus d'émulation, de tentatives d'émulation à partir du processus tunisien. On va assister à une évolution où les sociétés, les forces sociales, vont maintenant donner le tempo. Elles vont avoir un plus grand rôle, beaucoup plus d'influence. Les pouvoirs pouvaient les ignorer, ils ne peuvent plus. Ils pouvaient manipuler à l'infini, ils le peuvent beaucoup moins. Les forces sociales en Tunisie, ce sont les militants des droits de l'homme, les étudiants, les avocats, les mouvements locaux de grévistes de tel ou tel secteur, les paysans... Le processus de privatisation a sorti du système un ensemble de travailleurs qui se retrouvent privés de fonctions. Tout ce monde commence à être structuré par des mouvements qui ont une stratégie différente de celle des forces politiques dont ils ont vu qu'elles n'arrivaient à rien.

Parce qu'elles n'avaient pas de base sociale, ou parce qu'elles étaient cooptées. Ces forces politiques ont été discréditées mais, dans un contexte comme celui-ci, elles peuvent désormais renaître parce que l'espace public n'est plus contrôlé. On va assister à l'entrée désordonnée de nouveaux acteurs. Il va falloir que le pouvoir politique soit très très fin pour pouvoir coopter. Une alternative à la cooptation existe. Il va devenir plus intéressant d'agir dans l'opposition.



LIONEL CHARRIER/MYOP POUR « LE MONDE »

Dans l'immédiat, comment les régimes arabes vont-ils réagir ?

La première chose que vont faire les gouvernements qui en ont les moyens, c'est « arroser ». Ils vont subventionner ici et là, créer des emplois publics pour les jeunes, différer la suppression des aides aux produits de première nécessité, etc. Ils vont tout faire pour éviter le passage d'une revendication sociale à une revendication politique. C'est le passage du social au politique qui a produit les événements de Tunisie. Ils vont faire en sorte que la demande sociale reste une demande sociale.

En Tunisie, l'espace social était négligé, délaissé, cependant que l'espace politique restait verrouillé. L'économie a été ouverte à la mondialisation : privatisations, entrée dans l'Organisation mondiale du commerce, abaissement des protections douanières etc. Sur quoi reposait la légitimité du pouvoir politique ? Elle tenait dans ce discours : « Pas besoin d'opposition politique, nous nous occupons de la société, de ses besoins, de sa protection sociale, etc. ; nous nous occupons de tout. » La légitimité des dirigeants, c'est leurs performances sur le plan social. Mais quand, du fait notamment de la crise économique, le pouvoir ne peut plus répondre à la demande sociale-chômage qui explose chez les jeunes, notamment – que reste-t-il de cette légitimité ? Il y a un lien direct entre ce jeune tunisien, diplômé sans emploi, qui s'immole par le feu et la chute du régime.

Donc, pour en revenir à l'effet domino, les pouvoirs dans le monde arabe vont s'efforcer de calmer la demande sociale. Le chômage des jeunes, la voilà, la bombe à retardement. Avec la Tunisie, on vient de faire le lien direct entre 60% de chômeurs dans certaines régions et chute d'un régime. Dans l'ensemble de la région, cela ne va pas se passer avec quelques subventions. La demande sociale est énorme. Il y a des millions de gens dans le monde arabe qui n'ont plus rien, en tout cas plus de perspective d'avenir. Des millions de gens qui ne

jouent aucun rôle dans la société, qui n'ont aucun espoir d'évolution politique, économique ou sociale. Qu'est-ce qui leur reste à ces gens-là ? Dans cette situation, oui, chaque régime est confronté à une bombe qui les attend – tous, même si c'est à des degrés divers.

Cette situation favorise-t-elle les islamistes ?

Dans certains pays (Maroc, Jordanie, Algérie, Egypte), ils ont été plus ou moins intégrés à la vie politique. Mais ils n'ont eu aucune contribution particulière, notable, exceptionnelle, pour faire face à la demande sociale. Les islamistes n'ont rien à dire sur la situation économique et sociale dans le monde arabe. Ils n'ont pas su

« Les pouvoirs dans le monde arabe vont s'efforcer de calmer la demande sociale. Le chômage des jeunes, la voilà, la bombe à retardement »

accompagner les mouvements sociaux. En Egypte, les mouvements sociaux sont distincts des Frères musulmans ; ils n'ont rien à voir avec les islamistes. Ceux-ci n'ont aucune réflexion sur le sujet de la demande sociale ; ils n'ont présenté aucune alternative à une libéralisation croissante des économies.

Les Frères musulmans égyptiens ont un discours sur l'Etat islamique, l'Etat et la société, l'Etat et la religion, la constitution etc., mais pas de réflexion sur la demande sociale qui leur paraît un sujet méprisable, peu intéressant. Ils soulagent la population, à travers leurs réseaux caritatifs, ils empêchent que les plus pauvres meurent de faim, ils empêchent que la rue explose. Bref, ils s'efforcent de soulager la demande

sociale, mais ils ne la portent pas. Ils n'ont pas de programme social ou économique intéressant et ne sont pas en mesure d'accompagner politiquement la demande sociale.

La Tunisie, en choisissant la libéralisation, l'ouverture à l'investissement étranger, a pourtant donné l'exemple d'une économie qui, depuis vingt ans, enregistre d'honnêtes taux de croissance et dont la classe moyenne n'a cessé de voir ses conditions de vie s'améliorer...

C'est vrai. C'est l'illustration classique d'une évolution connue : l'élévation du niveau de vie suscite une montée exponentielle des aspirations politiques : plus le niveau de vie augmente, plus augmentent les aspirations politiques et sociales. En Tunisie, société arabe qui a le mieux progressé ces vingt dernières années en matière d'éducation, le blocage total de l'espace politique par le régime était en contradiction avec le niveau d'éducation de la population, l'insertion des femmes dans la vie professionnelle.

Ajoutez à cela l'aspect caricatural qu'y a pris la corruption, pas forcément plus importante qu'ailleurs dans le monde arabe, mais trop visible, ostensible, affichée, éclatante de mépris pour la population. Il ne faut pas sous-estimer cette dimension de la dignité, ce sentiment qu'ont les populations arabes d'être méprisées. Le mot que n'importe quel Arabe a aujourd'hui sur les lèvres, c'est « dignité ».

Peut-on imaginer un effet domino à retardement ?

Si je ne crois pas à un renversement immédiat de tel ou tel régime, je crois que, partout dans le monde arabe, d'ici cinq à dix ans, il y aura un mouvement du type de celui que connaît aujourd'hui la Tunisie. Cela se produira dans tous les pays arabes, même si les scénarios peuvent être différents.

Mais imaginez-vous des conséquences immédiates ?

Oui, il va y avoir un changement de com-

portement des pouvoirs politiques dans les jours qui viennent. Ils vont faire entrer plus de forces politiques dans le système pour partager le contrôle de la population. S'il faut des socialistes, on va en mettre, s'il faut des islamistes, on va les faire entrer...

Il n'est pas sûr que ces forces politiques vont accepter de se faire coopter ; elles vont être en mesure d'exiger davantage. Mais les pouvoirs vont tous s'efforcer d'élargir leur système d'alliances politiques. Ils vont faire des concessions, des ouvertures pour conserver le pouvoir, le contrôle du pouvoir politique. Ils vont s'efforcer d'intégrer une partie des revendications des sociétés. Dans chacun des pays arabes, la société va compter davantage. Ce ne sera plus l'ordre à n'importe quel prix. Certains pouvoirs politiques sauront s'adapter, d'autres non. Certains redoutent plus que d'autres l'instabilité politique, ceux qui sont à la tête de pays pluriconfessionnels ou pluriethniques.

Quelques-uns sont en mesure de s'adapter aux défis sociaux, d'autres moins. Il y a ceux qui sont exténués, épuisés – et ceux qui ont encore une capacité à se retourner. On peut avoir des doutes sur la capacité d'adaptation de l'Arabe saoudite ou de l'Egypte ou de l'Algérie ; en revanche, il y a une situation plus prometteuse en Syrie, au Maroc, en Jordanie.

Et quelles leçons les grands partenaires extérieurs du monde arabe – notamment les Etats-Unis et l'Europe – vont-ils tirer des événements de Tunisie ?

Il y a l'Union européenne et les Etats-Unis et aussi les grandes institutions financières internationales, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Des révisions profondes vont s'imposer devant l'ampleur de la demande sociale, l'ampleur du chômage des jeunes, notamment, et les risques d'instabilité. Il va falloir diminuer le niveau des exigences demandées aux économies du Machrek et du Maghreb pour qu'elles se conforment au modèle libéral, à l'économie mondialisée ; il va falloir accepter la création d'emplois publics, la conservation de grands secteurs publics ; il va falloir que les grandes institutions internationales, comme la Banque mondiale, acceptent de dispenser leurs largesses avec une moindre conditionnalité...

Il y a l'impact des événements sur les Etats et il y a l'impact sur les individus...

Les jeunes Arabes vont se dire : on peut faire bouger les choses. Et dans le monde arabe, il y a plus d'un jeune prêt à se donner la mort... Je vois un changement psychologique important dans la jeunesse. Il y avait une culture de l'impuissance, elle a été battue en brèche dans les rues de Tunisie. Encore une chose : aucun slogan, aucune revendication islamiste dans ces manifestations. Le parti islamiste tunisien Ennahda [qui, comme les communistes n'a pas été appelé à se joindre au gouvernement d'unité nationale formé lundi à Tunis] ne saurait être que dans une logique de coalition. Dans l'ensemble du monde arabe, les islamistes ne peuvent pas ne pas tenir compte qu'ils ont affaire à des sociétés ouvertes sur l'extérieur, des sociétés en contact permanent avec l'Europe, les Etats-Unis. Les islamistes devront évoluer vers un modèle de parti islamique comme en Turquie.

Il y a un discours qui n'est plus tenable, celui qui consiste à dire, de la part des islamistes comme des pouvoirs en place : entre nous, il n'y a rien. C'est faux. Entre les islamistes et les pouvoirs, il y a des mouvements sociaux diversifiés, de plus en plus indépendants. Et plus il y aura de politisation, plus il y aura de laïcisation... Pendant vingt ans, la transition démocratique dans le monde arabe a été retardée pour deux raisons : l'épouvantail islamiste ; la crainte de voir se fracturer des sociétés pluriethniques ou pluriconfessionnelles. Aujourd'hui, les sociétés arabes s'organisent avec des nouveaux représentants : le pouvoir ne contrôle plus la société ; la société prend possession de la rue. On parlait d'Etats forts et de sociétés faibles dans le monde arabe. On assiste à l'avènement de sociétés fortes dans des Etats affaiblis. ■